

Objet: Appel à candidatures pour le poste de Médiateur européen

Par la présente, j'ai le plaisir de répondre à votre appel à candidatures du 30 août en vue de l'élection du Médiateur européen. La fonction de médiateur revêt une haute valeur et une grande utilité dans la démocratie moderne. Le rôle du médiateur, tel qu'il s'est développé tant dans les États membres de l'Union européenne qu'au niveau de l'Union elle-même, ne saurait être sous-estimé. Dans l'état constitutionnel moderne, où l'état de droit est le point de départ de toutes les actions des pouvoirs publics, le médiateur joue un rôle devenu incontournable dans les relations entre les pouvoirs publics et les citoyens et les entreprises.

Le fait que l'Union européenne ait également décidé de se doter d'un médiateur qui puisse défendre les intérêts des citoyens et des entreprises au plus haut niveau et qui puisse se prononcer et formuler des recommandations sur les relations entre les citoyens et les entreprises de l'Union d'une part et les institutions, agences et autres organes administratifs européens d'autre part est essentiel pour les citoyens et les entreprises de l'Union.

C'est avec plaisir que j'assumerai la fonction de Médiateur européen durant la législature de votre Parlement, de 2024 à 2029.

En ce qui concerne les conditions requises pour être candidat au poste de Médiateur européen, je souhaiterais porter à votre attention ce qui suit.

- Je suis né le 11 mai 1960 à Wageningen; je suis citoyen néerlandais et donc citoyen de l'Union européenne. Je jouis de tous les droits civils et politiques reconnus à un citoyen de l'Union et à un ressortissant du Royaume des Pays-Bas.
- J'offre toute garantie d'indépendance requise pour exercer la fonction de Médiateur européen. En atteste le fait que j'occupe des postes dans la magistrature depuis 1992 et que je suis actuellement le médiateur national des Pays-Bas. L'exigence d'indépendance et d'impartialité constitue une condition indispensable à l'exercice de ces fonctions.
- En tant que juge, j'ai exercé les plus hautes fonctions juridictionnelles au Royaume des Pays-Bas, à savoir en tant que membre de la *Gemeenschappelijk Hof van Justitie van de Nederlandse Antillen* en Aruba (cour commune de justice d'Aruba et des Antilles néerlandaises), en tant que président du *College van Beroep voor het bedrijfsleven* (cour d'appel du contentieux administratif en matière économique) et en tant que conseiller d'État au sein de la section du contentieux administratif du *Raad van State* (Conseil d'État).
- Mes qualifications et mon aptitude à exercer les fonctions de Médiateur européen transparaissent entre autres du fait que, le 24 novembre 2020, la Chambre des représentants néerlandaise m'a reconduit à l'unanimité pour un second mandat en tant que médiateur national des Pays-Bas. Le soutien international que je reçois témoigne également de mes compétences pour le poste. Ainsi, j'ai été élu président régional de l'Institut international de l'ombudsman pour la région européenne. En outre, en tant qu'ombudsman des vétérans, j'occupe une position de premier plan à la Conférence internationale des institutions de médiation pour les forces armées. Enfin, je souhaiterais mentionner à cet égard que j'ai entrepris des projets de coopération à l'épreuve du temps en Europe, mais également au-delà, qui profiteront pendant de nombreuses années à beaucoup d'instituts de médiation, et certainement à celui des Pays-Bas.
- Enfin, j'ajoute qu'au cours de mon mandat de médiateur national aux Pays-Bas, je n'ai exercé aucune fonction politique ou administrative aux Pays-Bas ou dans un contexte européen.

Je prends dès à présent l'engagement solennel, au cas où je serais élu Médiateur européen par votre Parlement, de n'exercer aucune autre activité professionnelle, rémunérée ou non, durant mon mandat.

Permettez-moi d'ajouter les considérations suivantes. Je suis extrêmement motivé à intervenir pour aider le citoyen européen lorsqu'il rencontre des difficultés dans ses interactions avec l'administration européenne. Cela vaut également pour les entreprises. À cet égard, je pense que l'attention du Médiateur européen devrait se concentrer sur les petits indépendants et les petites et moyennes entreprises. L'Europe revêt une importance cruciale tant pour les citoyens que pour les entreprises. Leur avenir dépend littéralement de l'Europe. C'est pourquoi ils méritent un médiateur qui les défende, qui connaisse les obstacles et les problèmes auxquels ils sont confrontés et qui soit capable de faire en sorte que les autorités publiques européennes tirent les enseignements des dysfonctionnements.

C'est avec plaisir que je vous rencontrerais, ainsi que les membres de votre Parlement, pour vous exposer comment j'entends assumer le rôle de Médiateur européen. La coopération et le fait d'apprendre de ses erreurs sont, selon moi, tout aussi importants que la recherche proactive de ce qui empêche les citoyens de l'Union d'exercer leurs droits fondamentaux de citoyens de l'Union; c'est pourquoi je place ces éléments tout en haut de la liste des sujets à discuter.

J'espère vivement pouvoir exercer la fonction de Médiateur européen au cours de l'actuelle législature du Parlement européen.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de ma haute considération,

Reinier van Zutphen

Coordonnées:

Nom: Reinier van Zutphen

Téléphone:

Adresse de courriel:

Annexes:

- Curriculum vitae
- Copie du passeport
- Lettre de la Chambre des représentants renouvelant le mandat de médiateur national des Pays-Bas